

## HYDROCARBURES

## Le groupe pétrolier Total attaque l'Algérie en justice

**C'est le journal français Le Monde qui a donné l'information hier. Selon cette source, Total et son partenaire espagnol Repsol ont amorcé depuis mai dernier un contentieux contre l'Algérie et la Sonatrach pour la modification rétrospective de la répartition des profits pétroliers.**

**Naouel Boukir - Alger (Le Soir)** - A travers ce contentieux soumis à la Cour internationale d'arbitrage, rattachée à la Chambre de commerce internationale, «le groupe français conteste la façon dont, au milieu des années 2000, l'Algérie a rétroactivement modifié à son avantage le partage des profits tirés du pétrole et du gaz», annonce la même source. En rajoutant que cette procédure a été envisagée en 2014 déjà par le P-dg de l'époque. Apparemment, ce sont les taxes supplémentaires, instaurées par le gouvernement algérien en 2006, à prélever sur les gains des compa-

gnies pétrolières étrangères qui fâchent celles-ci. Si Total et Repsol fondent leur plaidoyer sur une distribution inéquitable des profits, l'Algérie et à travers la Sonatrach met en avant l'argument de la souveraineté.

Parlant chiffres, les deux multinationales souhaiteraient obtenir quelques centaines de millions d'euros dans ce procès. Et ce, «malgré le caractère tardif de cette action». Quoi que le gouvernement français n'y a pas mis son veto. Il s'agit d'un moyen de pression que Total veut utiliser pour amener Sonatrach à «discuter d'un éventuel accord».



Total souhaite obtenir quelques centaines de millions d'euros.

Toutefois, pour le groupe français «l'Algérie ne constitue pas un partenaire majeur car représentant seulement 1% des volumes de ses

hydrocarbures», paradoxalement elle annonce tout de même que «la porte de la négociation reste ouverte». En effet, il faut savoir que Total participe à un autre projet gazier au Sud algérien : celui de l'exploitation du gisement de gaz de Timimoun où une usine est actuellement en cours de construction. La compagnie possède 38% de ce projet, aux côtés de l'espagnol Cepsa et de Sonatrach, qui détient 51% des parts naturellement. «Total est un investisseur important en Algérie et entend y poursuivre son développement», a précisé «une personne au fait du dossier» au quotidien français. Evidemment, Total a tout intérêt et veut préserver «ses relations» avec l'Algérie et sa compagnie pétrolière finalement, considérant ses enjeux gaziers, entre autres, au Sahara algérien.

N. B.

## DES EXPERTS COMMENTENT LE RAPPORT DE LA COFACE

## La solvabilité des entreprises algériennes n'est pas remise en cause

**L'assureur-crédit français Coface a rétrogradé la note du risque Algérie pour la seconde fois en six mois. L'économie algérienne a vu sa note baisser de la catégorie B (risque assez élevé), à la catégorie C du risque élevé et n'est qu'à un cran du risque très élevé de la catégorie D. Cependant, cette évaluation a lieu d'être tempérée.**

**Younès Djama - Alger (Le Soir)** - Ainsi, selon un expert spécialiste des questions des finances, la note de la Coface n'est pas en soi un «élément dérangeant» et que cette évaluation doit être inscrite dans une plus large perspective. Selon notre interlocuteur, la solvabilité des entreprises algériennes n'est pas remise en cause, contrairement à ce que laisserait entendre cette note. «La Coface gagne son argent en faisant des assurances crédit. Or, en 2009, lorsque l'Algérie a institué la lettre de crédit de manière automatique pour tous les paiements, elle a sécurisé tous les paiements vis-à-vis de

l'étranger. Concernant le premier point lié à la dépendance aux hydrocarbures, ce n'est pas une nouveauté», affirme cet expert. «La dépendance n'est pas un fait nouveau, ceci d'une part, et aussi en aucun cas la solvabilité des entreprises algériennes n'est remise en cause par le biais du paiement par lettre de crédit, aujourd'hui largement répandu, et donc, il n'y a aucun risque de destination. Le crédit documentaire, en vigueur, est en soi une garantie du paiement, il y a très peu de défauts de paiement», observe notre interlocuteur. Selon lui, le seul point sur lequel le rapport de la Coface peut être jugé

pertinent, est lié au constat de ralentissement de la croissance liée à la réduction de la dépense publique. «Pour autant, on n'a pas besoin de sortir de Saint Cyr pour le savoir», commente cet expert qui souligne que la Coface n'est pas une agence de rating neutre qui scrute les indicateurs macroéconomiques mais «une entreprise commerciale qui vend des produits et des services». Cependant, l'expert insiste sur l'importance de prendre ces évaluations «au sérieux» car elles entrent en ligne de compte lorsqu'il s'agit d'attirer les investisseurs étrangers.

Pour sa part, l'enseignant et économiste Ferhat Aït Ali estime que cette note relègue le pays au bas du tableau en termes de solvabilité et augmente les taux d'assurances crédits pour toute facilitation destinée à l'Algérie en provenance de France, ainsi que pour les garanties d'investissements à destination de notre pays.

«Théoriquement, on peut contourner la mesure en évitant les banques et organismes français, mais les autres agences de notation européennes pour le cas Algérie ne vont pas tarder à s'aligner sur cette note, qui, dans les faits, est conforme à la réalité de notre situation en matière de solvabilité», relève-t-il. Cet économiste juge que cette notation met fin «au débat sans objet» entre les partisans et les opposants à l'endettement extérieur, un débat qui commençait à devenir «kafkaïen», entre deux parties qui «avaient oublié que les créanciers ne sont pas légion». De son côté, l'enseignant universitaire, Mohamed Achir, estime que la notation de la Coface est «logique» suite à la dégradation des équilibres macroéconomiques et macrofinanciers du pays.

Y. D.

## VOTE DU BUDGET SUPPLÉMENTAIRE 2016

## Coupes sombres et controverse à l'APW de Tizi-Ouzou

**Confronté à la baisse de dotations des ressources financières, l'Etat sabre dans le budget des collectivités locales, tout en essayant de préserver les chantiers les plus «sociaux» pour satisfaire les besoins urgents et immédiat des citoyens.**

Une situation illustrée par les orientations données par le wali de Tizi-Ouzou, lors du vote du budget supplémentaire pour l'année 2016 à l'APW de Tizi-Ouzou, lors de sa session ordinaire de jeudi dernier.

Les protestations des élus n'ont pas réussi à ramener le représentant de l'Etat à plus de flexibilité dans la décision prise de recourir aux restrictions et des coupes sombres dans les budgets alloués aux communes qui doivent éviter des dépenses inutiles. Désormais, celles-ci sont sommées d'avoir une autonomie financière. Les APC doivent trouver des ressources alternatives de financement de projets générateurs de richesse et d'emploi, selon le wali. Victimes collatérales du recours à la politique du serrage de la ceinture, les associations culturelles et sportives soumises à un véritable sevrage

en subventions. Même la JSK n'aura plus droit aux largesses de l'Etat via des dotations financières votées par l'APW, tranchera le wali qui donne plus de lisibilité aux mesures drastiques que veut observer le gouvernement dans les dépenses publiques, dans leur versant réservé au développement local. C'est du moins ce qui pourrait être déduit du discours et des interventions du wali Merrad devant les élus de l'APW de Tizi-Ouzou qui n'a pas partagé les choix de la commission économique et sociale dans la répartition du budget supplémentaire pour l'année en cours d'un montant de 471 109 474,10 dinars.

La cagnotte de 141 500 000,00 DA dont 20 millions de dinars à la JSK allouée par la CEF aux associations n'a pas été du goût du représentant de l'Etat. Ce montant qui est,

visiblement, à mettre dans la case «des dépenses inutiles à éviter», dit le wali, devrait être investi dans le financement d'un projet pour le développement local.

S'agissant de l'AP (autorisation de programme) octroyée à la wilaya, d'un montant, 313,271 milliards de dinars, le wali se désole que 168 milliards de dinars seulement ont été consommés durant l'exercice 2016, soit 2 686 opérations lancées pour un montant de 28,505 milliards de dinars. 1 915 autres projets ne sont pas encore lancés. Le wali s'est montré intransigent face aux arguments avancés par le FFS, notamment qui défendra l'idée que le financement de l'action culturelle, via les associations, n'est pas un pis-aller.

Une telle action est intimement liée au développement local ; l'autonomisation financière des collectivités locales qui est une bonne chose en soi est difficilement réalisable, en raison de la centralisation accrue des prérogatives par l'administration qui bloque les initiatives locales, soutiendra un élu du FFS dont les argu-

ments ne semblent pas avoir raison de la rectitude administrative et du commis de l'Etat affichée par le wali qui annonce qu'il va recourir à l'arbitrage du ministère de l'Intérieur pour invalider le mouture adoptée du BS 2016. Une adoption qui a suscité l'ire des élus du RCD qui considère que l'adoption du BS est frappée de nullité. Il n'y a pas eu respect de la procédure légale qui préconise que c'est le wali qui élabore et présente le budget pour adoption. Ce qui n'a pas été le cas, selon le groupe d'élus du RCD qui proteste contre la démarche du P/APW qui en confiant la présentation du BS au président de la CEF, commission économique et sociale, commet non seulement une entorse à la loi, mais empêche le débat sur la vision économique qui se profile derrière l'élaboration du projet de budget par l'administration, estiment les élus de ce parti de l'opposition au sein de l'APW et dénoncent une sorte de passage en force «électorale» de la part du P/APW qui n'a pas procédé au décompte des voix.

S. A. M.

SCANDALE DANS  
TROIS COMMUNESDétournements des  
aides de 4 000 DA  
destinées  
aux nécessiteux  
à El-Bayadh

On apprend du côté de la wilaya d'El-Bayadh, que le wali, M. Abdellah Benmansour, a délégué une commission d'enquête auprès de trois communes de la wilaya, à l'effet de mettre à nu, des détournements des sommes liquides dites «couffin de Ramadhan». Une enquête préliminaire concernant les aides de 4 000,00 DA, attribuées par l'Etat au profit des familles nécessiteuses durant le mois de Ramadhan, a été ouverte. Ces aides ont été détournées cependant au profit des personnes «aisées», des proches et des personnes décédées, a-t-on appris. Si certains maires ont procédé à des versements par la nouvelle formule : «Le mandat postal à domicile», d'autres se sont contentés d'attribuer en liquide «les aides», par le biais de l'ouverture des caisses au sein de leur mairie. Les uns comme les autres ont profité de «jouer» sur les listes des bénéficiaires, a-t-on encore indiqué. En effet, la sonnette d'alarme a été tirée par le trésorier de la recette communale de Rogassa, qui a indiqué dans une requête adressée au premier responsable de la wilaya, que les bénéficiaires de ces aides sont des entrepreneurs, des personnes décédées, des personnes aisées, pire, des bénéficiaires qui ont également profité des aides des wilayas limitrophes à l'exemple de la wilaya de Tiaret, a souligné le trésorier de Rogassa.

L'autorité a alors aussitôt réagi par l'ouverture d'une enquête, une fois donc que la commission de wilaya achèvera celle-ci, le dossier sans doute serait élargi aux services compétents (services de sécurité et justice). C'est scandaleux ! On est loin encore du mois de solidarité et de pitié.

B. Henine